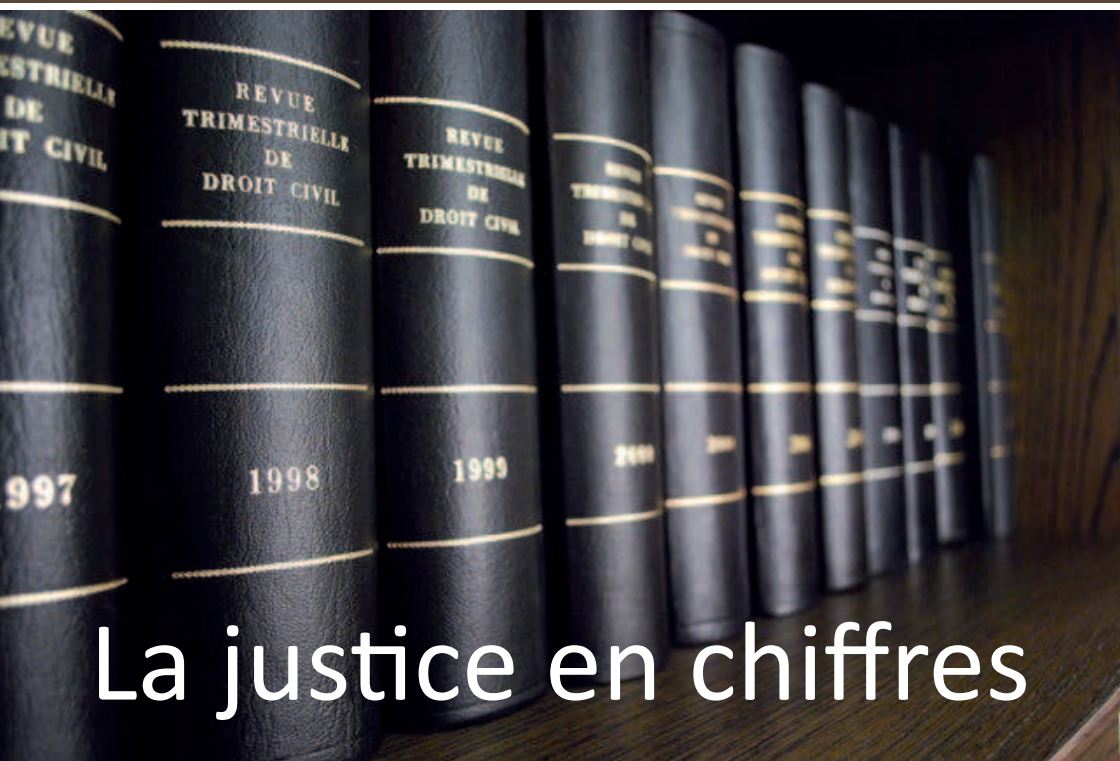




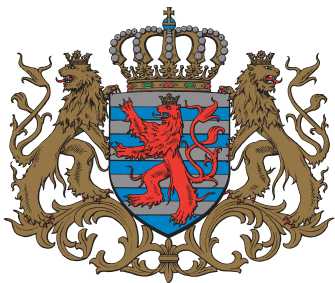
LA JUSTICE

Grand-Duché de Luxembourg



La justice en chiffres

2016



LA JUSTICE

Grand-Duché de Luxembourg



2016

TABLE DES MATIÈRES

Préface	5
I. A la une: Le casier judiciaire	7
II. La justice – organisation, budget et administration	9
A. Organisation de la justice	9
B. Budget de la justice – juridictions judiciaires et juridictions administratives	10
C. Personnel de la justice	11
III. Cour constitutionnelle	13
IV. Cour supérieure de justice et Parquet général .	14
A. Cour de cassation	14
B. Cour d’appel	15
C. Parquet général	17
V. Conseil supérieur de la sécurité sociale	23
VI. Parquets et tribunaux d’arrondissement	24
A. Parquets	25
B. Tribunaux d’arrondissement	27
VII. Justices de paix	41
VIII. Cellule de renseignement financier	43
IX. Juridictions administratives	46
A. Cour administrative	46
B. Tribunal administratif	47
X. Portail de la justice	48
Contact et informations	48



«La justice», statue en bronze
de Maria Seborova, 2010 © SCPJ 2017

Préface

La justice luxembourgeoise du XXI^e siècle entend se rapprocher du justiciable en se rendant plus transparente et en améliorant sa visibilité envers le public.

C'est dans cet objectif que la présente brochure entend fournir des informations importantes non seulement sur les «chiffres» de la justice mais également et surtout sur l'organisation judiciaire en général et sur son fonctionnement, notamment en distinguant, d'un côté, d'une façon claire et compréhensible les juridictions et le parquet et, d'un autre côté, en précisant le cheminement d'une affaire entre les différentes instances.

Cette publication répond ainsi à coup sûr à une attente du grand public.

Le rapport d'activité annuel de la justice luxembourgeoise est certes accessible au justiciable mais difficilement compréhensible.

La justice n'a rien à dissimuler, mais entend au contraire, dans un souci de transparence, agir d'une façon proactive par des initiatives telles que celle-ci.

L'occasion est donnée à la justice de rendre compte de ses activités à l'égard de la société et d'accroître ainsi sa légitimité.

La transparence de ce service rendu au public aura pour objectif de renforcer la confiance du citoyen envers la justice luxembourgeoise et d'en faire connaître son fonctionnement souvent mal perçu en raison de la complexité des procédures.

Il s'agit là d'un défi que nous entendons relever!

Francis DELAPORTE

*Président de la Cour
administrative*

Jean-Claude WIWINIUS

*Président de la Cour
supérieure de justice*

Martine SOLOVIEFF

*Procureur général
d'Etat*



Cité judiciaire – Plateau du St-Esprit © SCPJ, 2017

I. A la une: Le casier judiciaire

La réorganisation du casier judiciaire, qui passe de deux à cinq bulletins pour les personnes physiques et de deux à trois bulletins pour les personnes morales, basée sur la loi du 23 juillet 2016 portant modification de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire, est entrée en vigueur le 1er février 2017.

Un extrait du casier judiciaire est une copie du casier judiciaire national servant à vérifier le passé pénal d'une personne (physique ou morale). Il indique si une personne a été condamnée ou non (condamnations prononcées par les juridictions répressives luxembourgeoises et, sous certaines conditions, étrangères). De ce fait, ce document permet de prouver que la personne qui présente une demande justifie de garanties suffisantes d'honorabilité, dans le but par exemple d'obtenir un agrément pour exercer certains types de professions ou exécuter certains contrats.

Les extraits du casier judiciaire sont délivrés gratuitement à la personne physique ou morale concernée.

En ce qui concerne les personnes physiques, il est souligné que les extraits du casier renseignent uniquement sur le passé pénal de personnes majeures et en aucun cas sur le passé pénal de mineurs. Tout mineur d'âge qui aurait commis une infraction tombe sous le champ d'application de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse. Selon cette loi (art. 15 et 38), une décision du tribunal ou du juge de la jeunesse, respectivement une condamnation prononcée par une juridiction répressive à charge d'un mineur sera inscrite dans un registre spécial non accessible au public et pour lequel une demande d'extrait est irrecevable, sauf dans des cas spécifiques prévus par ladite loi. Si la personne devient majeure, les inscriptions au registre spécial ne sont pas reprises au casier judiciaire.

Un extrait du casier judiciaire peut être obtenu à la Cité judiciaire, bâtiment BC, aux heures d'ouverture suivantes: 8.30-12.00 et 13.00-16.30 et ce sur présentation d'une pièce d'identité valable (et, pour les personnes morales, d'un extrait récent du RCS). Il est possible de donner procuration à une tierce personne aux fins de retirer l'extrait au guichet. Il est également possible de se faire envoyer par la poste cet extrait, **sous condition qu'il présente la mention «néant»**. Plusieurs possibilités sont prévues pour faire la demande d'extrait à distance: soit par internet, courriel, courrier ou fax.

Les formulaires requis, tant pour une procuration que pour les extraits à distance, peuvent être téléchargés ou remplis en ligne sur:

www.guichet.public.lu

Tableau 1: Bulletins délivrés par le service du casier judiciaire

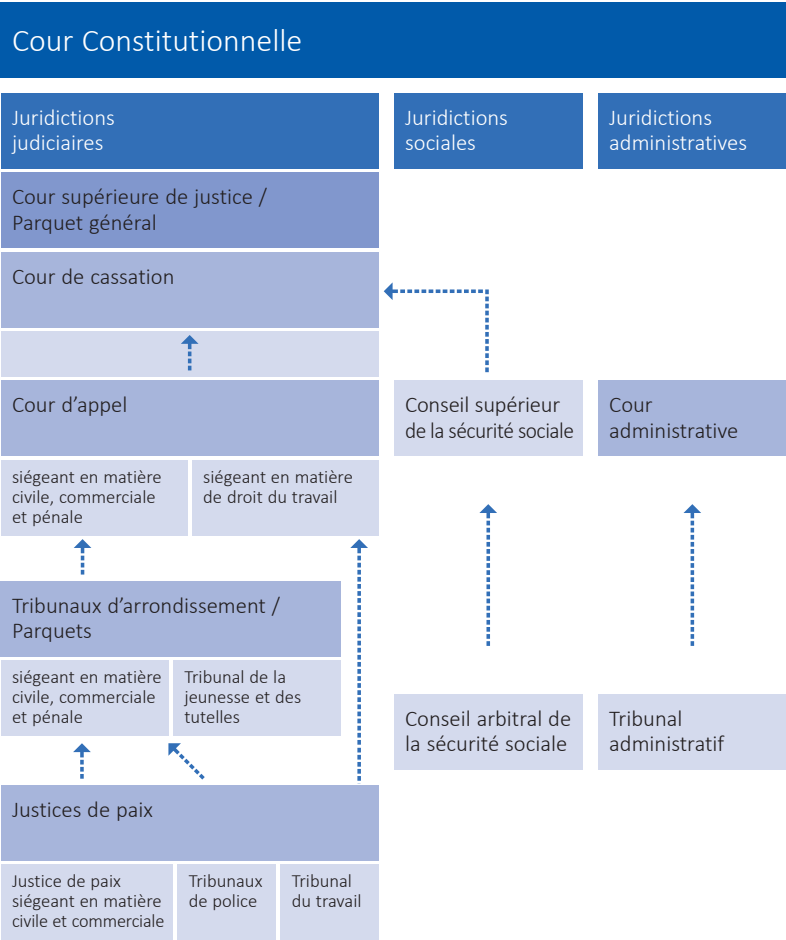
	2014	2015	2016
Bulletin n° 1	53.995	50.476	52.329
Bulletin n° 2	161.680	157.809	169.437



II. La justice – organisation, budget et administration

A. Organisation de la justice

Figure 1: Schéma de la structure des différentes juridictions



B. Budget de la justice – juridictions judiciaires et juridictions administratives¹

Figure 2: Budget total des juridictions judiciaires (en euros)

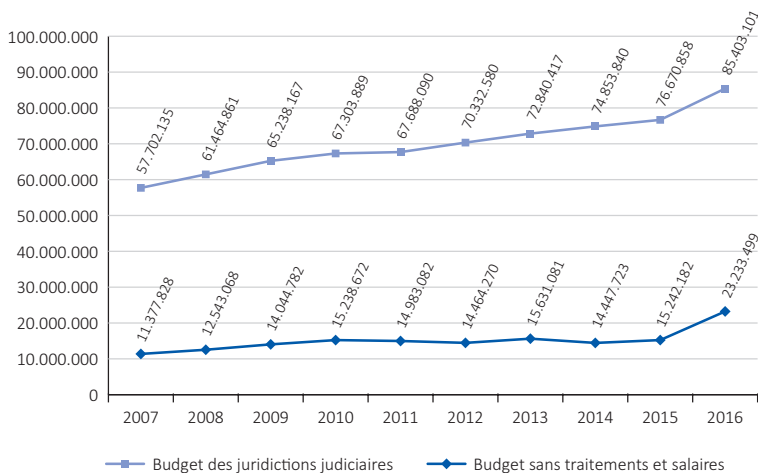
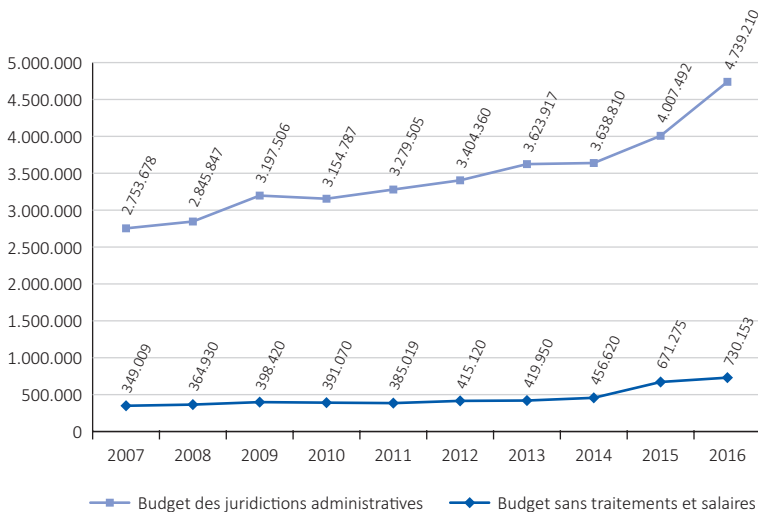


Figure 3: Budget total des juridictions administratives (en euros)



1 Tous les chiffres présentés ne prennent en compte que les dépenses courantes, à l'exclusion des dépenses d'investissement.

C. Personnel de la justice²

Tableau 2: Nombre de magistrats des juridictions judiciaires par sexe

	Hommes	Femmes	Total
Cour supérieure de justice	13	26	39
Parquet général	6	7	13
Tribunaux d'arrondissement	32	64	96
Parquets	20	15	35
Justices de paix	9	24	33
Total	80	136	216

Figure 4: Evolution de la proportion des magistrats des juridictions judiciaires par sexe

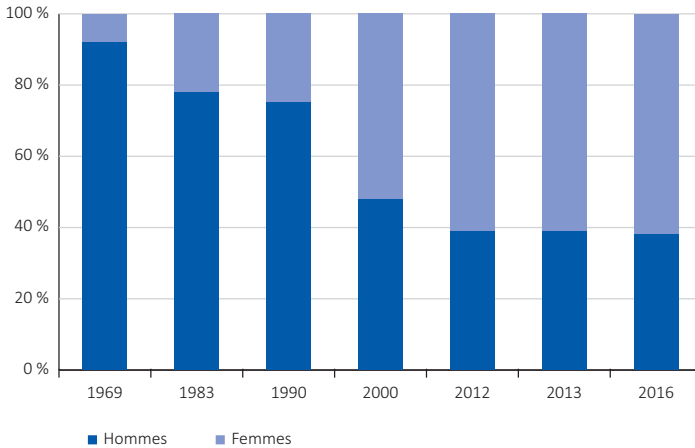


Tableau 3: Nombre de magistrats des juridictions administratives par sexe

	Hommes	Femmes	Total
Cour administrative	4	1	5
Tribunal administratif	4	9	13
Total	8	10	18

² Nombre de postes sans distinction de la tâche horaire occupée en décembre 2016.

Tableau 4: Personnel administratif des juridictions judiciaires par sexe

	Hommes	Femmes	Total
Cour supérieure de justice	8	9	17
Parquet général	32	19	51
Tribunaux d'arrondissement	43	67	110
Parquets	27	36	63
Justices de paix	25	39	64
SCAS	18	68	86
Total	153	238	391

Figure 5: Proportion du personnel administratif des juridictions judiciaires selon le sexe

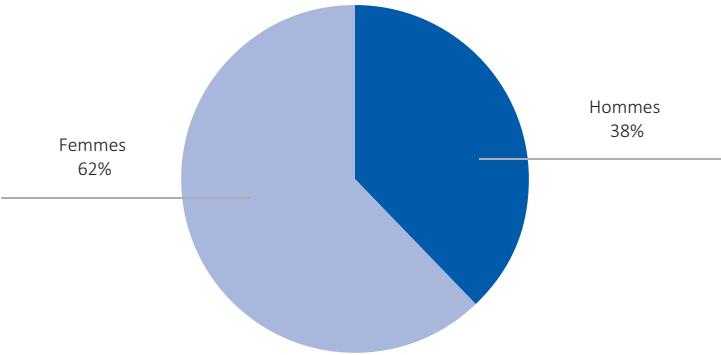


Tableau 5: Personnel administratif des juridictions administratives par sexe

	Hommes	Femmes	Total
Cour administrative	1	1	2
Tribunal administratif	3	4	7
Personnel commun	6	3	9
Total	10	8	18

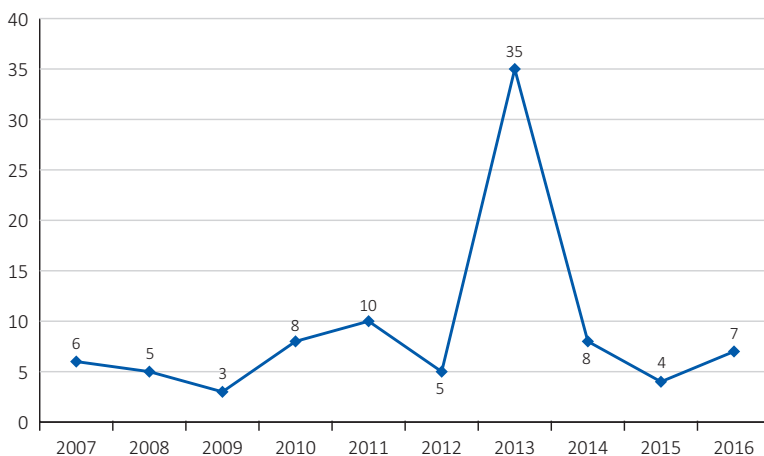
III. Cour constitutionnelle

La Cour constitutionnelle, créée par la loi du 27 juillet 1997, statue sur la conformité des lois à la Constitution.

Elle est saisie, à titre préjudiciel, lorsqu'une question relative à la conformité d'une loi à la Constitution se pose devant une juridiction de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif. Elle statue, par voie d'arrêt, sur la conformité des lois à la Constitution, à l'exception de celles qui portent approbation de traités.

Les arrêts de la Cour constitutionnelle sont publiés au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil de législation, dans les trente jours de leur prononcé.



Figure 6: Arrêts définitifs rendus par la Cour constitutionnelle³

IV. Cour supérieure de justice et Parquet général

Au sommet de la hiérarchie des juridictions de l'ordre judiciaire se trouve la Cour supérieure de justice, qui comprend la Cour de cassation et la Cour d'appel, ainsi que le Parquet général.

A. Cour de cassation

Sont principalement portés devant la Cour de cassation, qui comprend une chambre siégeant au nombre de cinq conseillers: les affaires en annulation («en cassation») des arrêts rendus par les différentes chambres de la Cour d'appel et des jugements rendus en dernier ressort par les autres juridictions.

La Cour de cassation ne procède pas à un troisième examen des faits du dossier, mais vérifie si, lors de la procédure et dans la décision elle-même, toutes les lois entrant en ligne de compte ont été correctement appliquées.

³ En 2013, la même question préjudicielle fut posée par le Tribunal administratif dans 21 dossiers, ce qui explique le pic exceptionnel dans le nombre de décisions rendues.

Tableau 6: Activités de la Cour de cassation

	2015	2016
Nouvelles affaires	160	180
Arrêts définitifs	159	155

Tableau 7: Arrêts rendus par la Cour de cassation par matière

	2015	2016
Chambre du conseil	14	12
Civil	39	27
Commerce	12	19
Correctionnel	37	34
Criminel	5	2
Jeunesse	1	2
Référé civil	2	3
Référé divorce	0	1
Sécurité sociale	9	15
Travail	23	11
Autre	17	29
Total	159	155

B. Cour d'appel

La Cour d'appel comprend dix chambres qui siègent normalement au nombre de trois conseillers. Elle connaît des affaires civiles, commerciales, criminelles et correctionnelles, ainsi que des affaires jugées par les tribunaux du travail par les deux arrondissements judiciaires du pays.

Les juges d'appel procèdent à un nouvel examen de l'ensemble du dossier, tant des faits que du droit applicable.

Tableau 8: Nouvelles affaires de la Cour d'appel par matière

	2015	2016
Civile, commerciale et de travail	1.283	1.265
Criminelle et correctionnelle	560	509
Chambre du conseil	399	371
Total	2.242	2.145

Tableau 9: Arrêts définitifs rendus par matière

	2015	2016
Civile	408	485
Commerciale	266	209
Travail	262	288
<i>dont licenciements</i>	223	205
Référé	177	159
Exequatur	5	7
Violence domestique	9	6
Criminelle	32	30
Correctionnelle	502	575
Chambre du conseil (chambres correctionnelles et criminelle)	100	67
Chambre du conseil de la Cour d'appel	792	764
Total	2.553	2.590



Bibliothèque centrale de la magistrature
© CTIE, 2017

C. Parquet général

Le Parquet général, dirigé par le Procureur général d’Etat, représente le ministère public auprès de la Cour supérieure de justice, donc auprès de la Cour d’appel et de la Cour de cassation.

Outre ses missions auprès des juridictions supérieures, le Parquet général est chargé entre autre:

- du service d’exécution des peines,
- du Service central d’assistance sociale (SCAS).

Le Procureur général d’Etat fait encore office d’autorité centrale en matière d’entraide pénale internationale et en matière d’entraide judiciaire en matière civile et commerciale tant au sein de l’Union européenne qu’en dehors de celle-ci.

Tableau 10: Dossiers pénaux

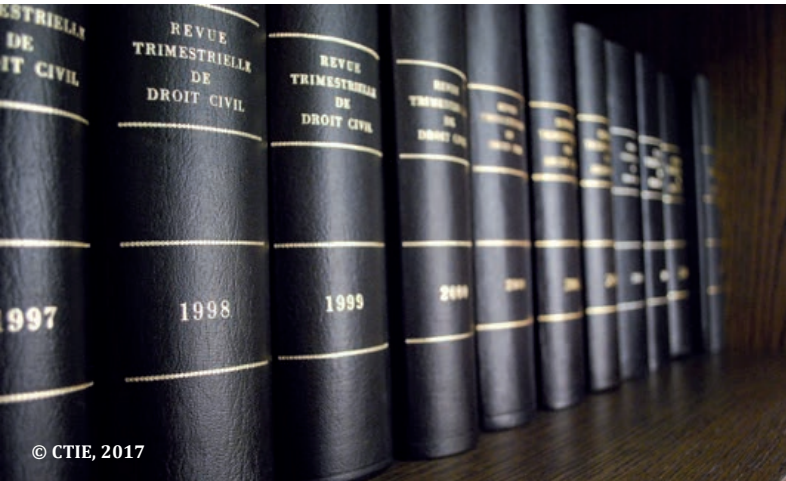
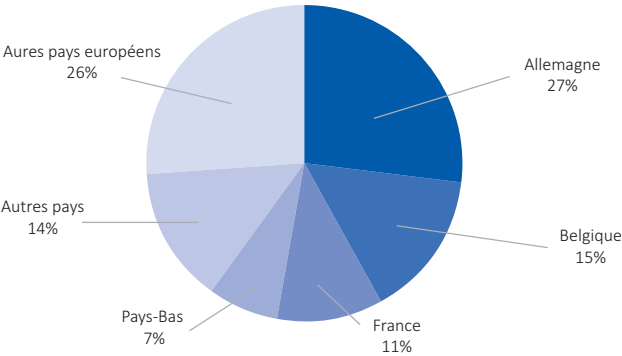
	2015	2016
Nouvelles affaires	532	475
Affaires transmises à la Cour d’appel	560	509

a. L'entraide internationale en matière pénale

Tableau 11: Autres activités du Parquet général
– les commissions rogatoires internationales (CRI)

	2015	2016
Nouvelles demandes CRI	724	811
CRI renvoyées après exécution	649	766
CRI refusées	11	23

Figure 7: Proportion des CRI reçues selon le pays d'origine



**b. Recouvrement des aliments
à l'étranger⁴ et aspects civils liés à un
enlèvement international d'enfants⁵**

Tableau 12: Demandes d'assistance reçues

	2015	2016
Dossiers de recouvrement d'aliments	109	96
Nombre d'enfants concernés	138	116
Créanciers majeurs d'aliments	0	2
Dossiers d'enlèvement international d'enfants	21	20
Nombre d'enfants mineurs concernés	29	30

c. Service des recours en grâce

19

Tableau 13: Chiffres clés du service des recours en grâce

	2015	2016
Demandes en grâce soumises à la Commission de grâce pour avis	323	338
<i>Avis défavorables</i>	133	180
<i>Avis favorables</i>	164	141
<i>Autres décisions</i>	26	17

d. Service d'accueil et d'information juridique

Tableau 14: Consultants du service d'accueil et d'information juridique

	2015	2016
Nombre de consultations	6.351	6.677
<i>Luxembourg</i>	5.847	6.222
<i>Diekirch</i>	504	455

4 Dans le cadre du Règlement (CE) n°4/2009 et de la Convention de New York du 20 juin 1956.

5 Dans le cadre de la Convention de La Haye 25 octobre 1980.

e. Service d'information juridique «Droits de la femme»

**Tableau 15: Activités du Service d'information juridique
«Droits de la femme»**

	2015	2016
Nombre de consultations	194	196

f. Service de documentation

Tableau 16: Interrogations de la base de données juridiques

	2015	2016
Nombre de demandes d'interrogation	3.911	7.506
<i>Avocats</i>	3.197	6.792
<i>Magistrats</i>	57	48
<i>Administrations</i>	40	45
<i>Divers</i>	617	621
Nombre d'extraits contenus dans la base de données	27.201	27.631

g. Service central d'assistance sociale

Le Service central d'assistance sociale (SCAS) est un service du Parquet général.

Il est divisé en quatre sous-services, à savoir ceux de la protection de la jeunesse, des tutelles, de la probation et de l'aide aux victimes.

Dans le cadre de la présentation des chiffres 2016, l'accent est mis sur le service de la protection de la jeunesse.

Un volet important de l'action de ce service est constitué par la section des enquêtes sociales.

En prenant en considération que 48 enquêtes ont été transmises au SCAS pour être réalisées dans les meilleurs délais, ainsi que le nombre d'urgences, il faut constater que les enquêtes à réaliser dans un laps de temps proche représentent presque 17,7% de la totalité des enquêtes sociales.

Figure 8: Répartition des enquêtes sollicitées par degré d'urgence

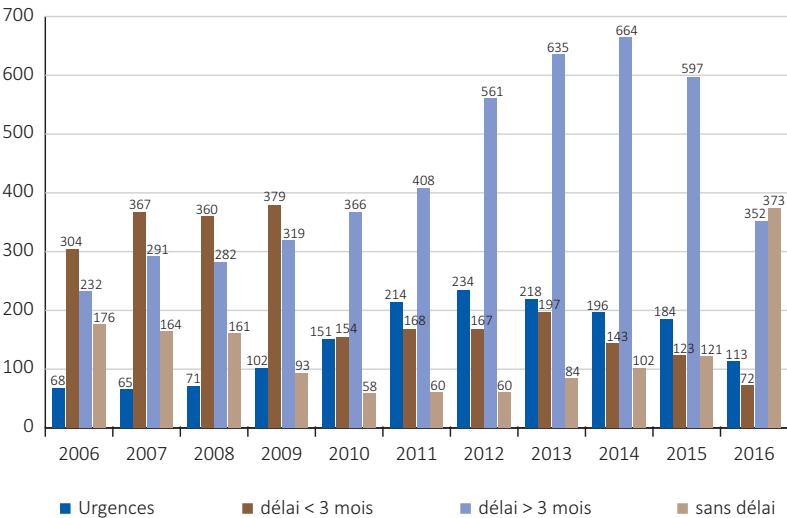


Tableau 17: Nombre de mineurs concernés par famille

	1 enf.	2 enf.	3 enf.	4 enf.	5 enf.	6 enf.	7 enf.	8 enf.	Total
N° de familles	574	229	102	36	11	3	1	2	958
N° d'enfants	574	458	306	144	55	18	7	16	1.578

Au total, 1.578 enfants répartis sur 958 familles sont concernés par ces enquêtes sociales. C'est surtout le nombre élevé d'enquêtes sociales demandées pour des enfants en bas âge ou même des enfants à naître qui a interpellé le SCAS.

Tableau 18: Répartition par âge et sexe des mineurs concernés

Nombre d'enfants	A naître	< 2 ans	2 à 3,9 ans	4 à 5,9 ans	6 à 11,9 ans	12 à 15,9 ans	16 à 17,9 ans	Âge inconnu	Total
Filles	NAP	86	102	82	234	151	54	1	710
Garçons	NAP	76	78	110	308	191	48	3	814
Total	54	162	180	192	542	342	102	4	1524 1578



«Die vier Elemente» Horst Glaesker, 2010 © CTIE, 2017

Au terme de cette analyse, il est important de préciser que le cadre actuel du service de la protection de la jeunesse du SCAS ne permet que de répondre aux demandes d'enquêtes sociales introduites au courant de l'année 2016, ce qui implique un retard dans le traitement des dossiers en attente. En prenant ceci en considération, de même qu'en s'apercevant que le nombre de demandes à traiter en «urgence» ou dans les «meilleurs délais» reste constant, font qu'on ne peut que constater une réduction minime des retards.

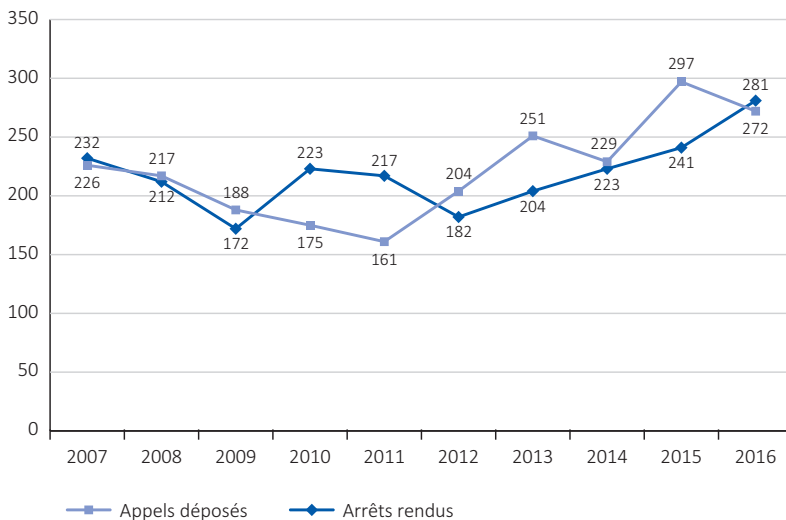
V. Conseil supérieur de la sécurité sociale

En vertu de la loi du 23 juillet 2016, le Conseil supérieur de la sécurité sociale fait partie, depuis le mois d'octobre 2016, de la Cour supérieure de justice.

Le Conseil supérieur de la sécurité sociale connaît des appels contre les jugements du Conseil arbitral de la sécurité sociale qui est compétent pour les recours dans toutes les affaires impliquant un organisme de sécurité sociale.

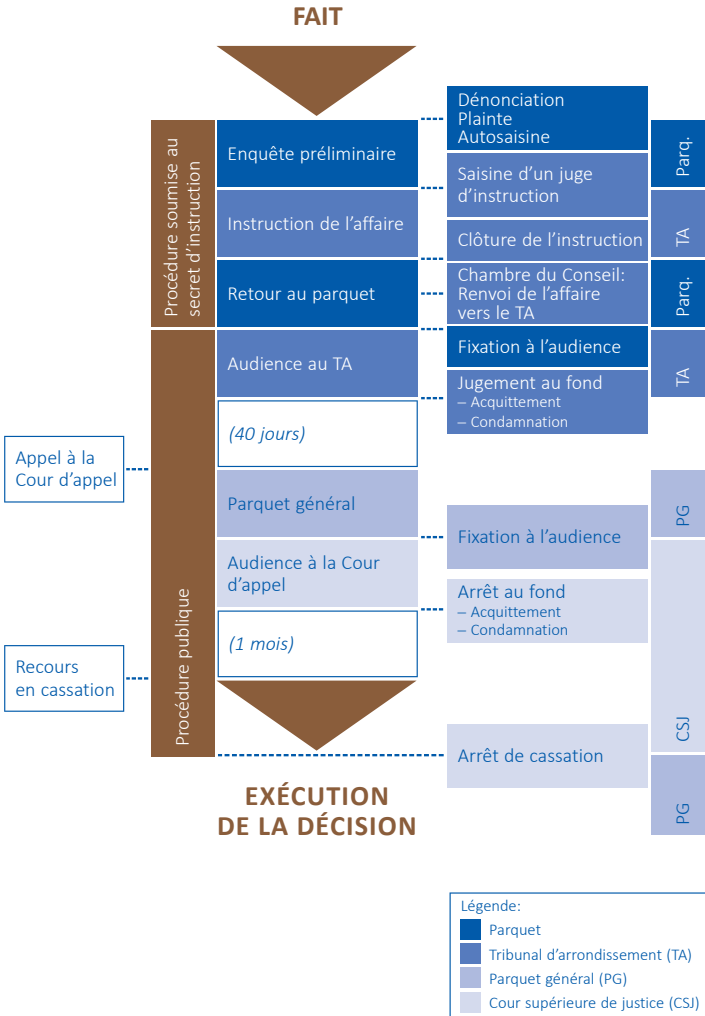
23

Figure 9: Evolution du nombre des appels introduits et des arrêts rendus par année



VI. Parquets et tribunaux d'arrondissement

Figure 10: Parcours d'une affaire pénale: du fait à la décision⁶



⁶ Pour rester lisible, le présent schéma ne reprend pas en détail, ni tous les aspects du parcours d'une affaire pénale ni toutes les possibilités procédurales susceptibles de se présenter.

A. Parquets

Après de chaque tribunal d'arrondissement il existe un parquet composé d'un procureur d'Etat et de substituts.

Le ministère public ou parquet, encore appelé «*magistrature debout*», exerce l'action publique et requiert l'application de la loi. Il a ainsi pour mission de représenter et de défendre les intérêts de la société. En cas de violation de la loi pénale, il requiert l'application d'une sanction devant le juge.

Il reçoit les plaintes et dénonciations de la part des victimes d'infractions et des services de police. Il décide souverainement, sur base du principe de l'opportunité des poursuites, des suites à y donner.

Tableau 19: Nouveaux dossiers des parquets

	Luxembourg		Diekirch	
	2015	2016	2015	2016
Nouveaux dossiers entrés	54.153	50.136	7.791	8.904
En matière correctionnelle / criminelle	40.174	35.766	5.899	6.139
<i>Droit commun</i>	33.445	28.832	4.720	4.809
<i>Circulation</i>	6.729	6.934	1.179	1.330
En matière de police	12.785	13.210	1.283	2.148
<i>Droit commun</i>	1.618	1.819	274	318
<i>Circulation</i>	11.167	11.391	1.009	1.830
En matière de la protection de la jeunesse ⁷	1.194	1.160	609	617

⁷ Il y a une différence dans la manière de prendre en compte les affaires de jeunesse aux deux parquets. Au parquet de Luxembourg les rapports ou procès-verbaux dressés envers un jeune sont regroupés dans un dossier unique et ne sont dès lors pas comptés en tant que dossier individuel. Au parquet de Diekirch une nouvelle affaire est ouverte pour chaque nouveau rapport ou procès-verbal et pris en compte dans les statistiques pour l'année de référence, sans distinguer si le jeune a déjà fait l'objet d'une affaire précédente ou non.

Figure 11: Répartition selon le type d'affaires

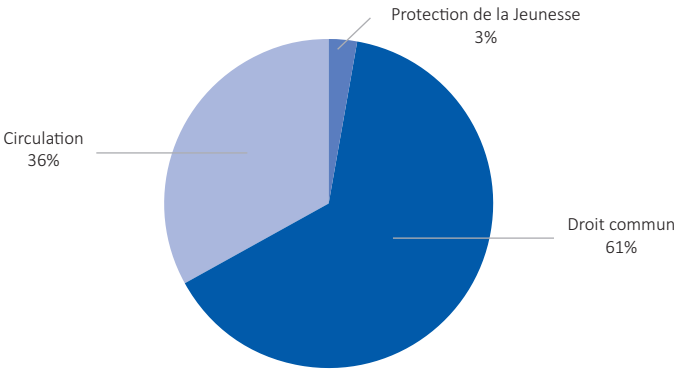


Tableau 20: Retraits immédiats du permis de conduire et interdictions de conduire (IC)

	Luxembourg		Diekirch	
	2015	2016	2015	2016
Retraits immédiats du permis de conduire	1.636	1.746	313	284
<i>dont pour alcoolémie⁸</i>	1.283	1.447	262	253
<i>dont pour vitesse</i>	353	299	51	31
Interdictions de conduire provisoires prononcées par un juge d'instruction	986	1.052	231	190
Restitution de permis	650	694	82	96
Chauffeurs invités à un stage de réhabilitation	113	102	28	28

8 Y compris les refus de se soumettre aux mesures de contrôle en cas de présence d'un signe d'ivresse.

B. Tribunaux d'arrondissement

Les deux tribunaux (Luxembourg et Diekirch) siègent en chambres composées en principe de trois juges. Le tribunal d'arrondissement de Luxembourg comprend 18 chambres entre lesquelles les affaires sont réparties par le président du tribunal en fonction des matières. Le tribunal d'arrondissement de Diekirch se compose, selon l'affaire à traiter, en chambre civile, commerciale ou pénale.

Le tribunal d'arrondissement a compétence pour des demandes supérieures à 10.000 EUR et pour les demandes dont le montant ne peut être déterminé. Il a par ailleurs compétence exclusive pour connaître des affaires qui, à raison de leur nature, lui sont expressément attribuées par la loi. Le tribunal d'arrondissement connaît encore en appel des jugements rendus en premier ressort par les justices de paix qui ont leur siège dans l'arrondissement judiciaire du tribunal.



a. Cabinet d’instruction

Après de chaque tribunal d’arrondissement il existe un cabinet d’instruction composé de juges d’instruction, qui sont chargés d’instruire les affaires criminelles et les affaires correctionnelles. La mission principale des juges d’instruction est la direction des enquêtes judiciaires plus complexes en vue de la recherche de la vérité. Les juges d’instruction enquêtent à charge et à décharge. Ils disposent à cet effet des pouvoirs d’instruction qui leur sont attribués par le Code de procédure pénale (CPP)⁹ et de pouvoirs juridictionnels.

Tableau 21: Activités du cabinet d’instruction

	Luxembourg		Diekirch	
	2015	2016	2015	2016
Ouvertures d’informations judiciaires	1.541	1.401	189	229
<i>Dont ouvertures de mini-instruction¹⁰ (art. 24-1 CPP)</i>	<i>209</i>	<i>256</i>	<i>59</i>	<i>87</i>
Nombre de dossiers clôturés	1.453	1.449	ND ¹¹	156
Validations de saisie d’un véhicule	437	374	70	43
Commissions rogatoires internationales reçues	491	770	14	14
Mesures effectuées				
<i>Autopsies</i>	<i>69</i>	<i>63</i>	<i>24</i>	<i>16</i>
<i>Descentes sur les lieux</i>	<i>33</i>	<i>38</i>	<i>3</i>	<i>1</i>
<i>Interrogatoires</i>	<i>1.222</i>	<i>1.147</i>	<i>ND</i>	<i>ND</i>

9 Depuis le 1er avril 2017, la dénomination Code de procédure pénale (CPP) a remplacé celle du Code d’instruction criminelle (CIC).

10 Mini-instruction: Saisine du juge d’instruction pour un acte d’instruction ponctuel seulement.

11 Donnée non disponible (ND)

b. Chambre du conseil

La chambre du conseil est une juridiction d'instruction qui siège en formation collégiale (trois juges) et en audience non publique.

La chambre du conseil est compétente entre autre pour les:

- demandes de mise en liberté provisoire pendant la détention préventive,
- demandes en mainlevée d'une interdiction de conduire provisoire,
- demandes en mainlevée/restitution d'objets, fonds et documents saisis,
- requêtes en nullité contre des actes d'instruction,
- requêtes en fermeture d'établissement.

A la fin de la procédure d'instruction la chambre du conseil décide de renvoyer l'inculpé devant une juridiction de jugement, c'est-à-dire devant une chambre criminelle, une chambre correctionnelle ou le tribunal de police. Elle peut cependant également prononcer un non-lieu à procéder s'il n'y a pas d'indices suffisants dans le dossier.

Tableau 22: Activités de la chambre du conseil

	Luxembourg		Diekirch	
	2015	2016	2015	2016
Ordonnances (sans débat contradictoire)				
Renvois devant le tribunal de police	180	305	96	148
Renvois devant le tribunal correctionnel	658	643	110	89
Renvois devant la chambre criminelle	31	42		
Placement art. 71 du Code pénal	8	5	2	7
Non-lieu	197	225	30	52
Ordonnances pénales	1.735	812	83	201
Ordonnances en matière d'entraide judiciaire pénale internationale	576	644	13	14
Ordonnances (après débat contradictoire)				
Demandes de mise en liberté provisoire	877	780	97	85
Demandes de mainlevée d'une interdiction de conduire provisoire	332	302	41	20
Demandes de mainlevée de saisie ou en restitution d'objets	240	227	42	42
Demandes de mainlevée ou de révocation du contrôle judiciaire	24	21	1	0

c. Tribunal siégeant en matière pénale

Tableau 23: Jugements rendus par les chambres criminelles et correctionnelles du tribunal d'arrondissement

	Luxembourg		Diekirch	
	2015	2016	2015	2016
Chambres criminelles				
Jugements au fond	33	32	5	10
Jugements en chambre du conseil	18	16	ND	2
Personnes condamnées par jugement au fond	58	36	5	11
Personnes acquittées	4	7	ND	2
Chambres correctionnelles				
Jugements au fond rendus en formation collégiale ¹²	1.708	1.317	398	216
<i>Dont jugements sur accord</i>	3	11	3	3
Jugements au fond rendus par juge unique ¹³	2.023	1.861	441	460
Jugements en chambre du conseil	ND	288	ND	62
Personnes condamnées par jugement au fond	3.461	3.358	921	725
Personnes acquittées	224	224	56	47
Ordonnances pénales (OP) ¹⁴	1.735	812	83	201

12 Jusqu'en 2015, les jugements rendus à l'encontre d'un témoin défaillant et ceux prononcés en chambre du conseil figuraient également dans cette rubrique.

13 Ces jugements concernent essentiellement des affaires de circulation telles que des affaires de conduite en état d'ivresse ou en infraction à la loi sur les assurances.

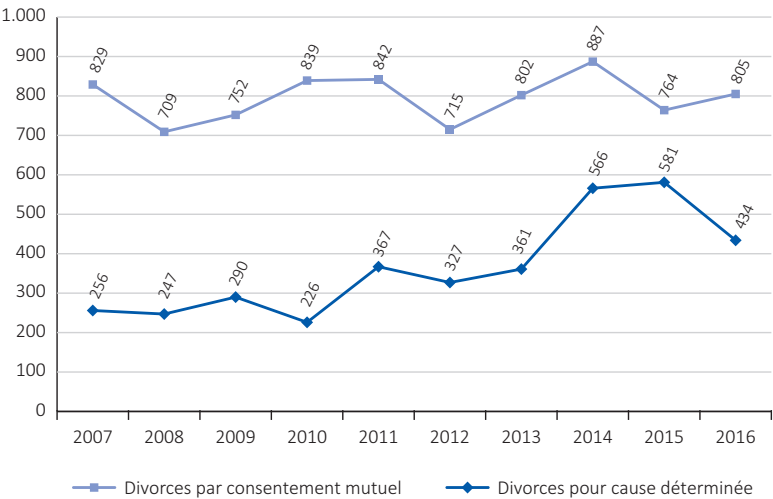
14 Ordonnance pénale (OP): Jugement pénal pris, selon le cas, par le tribunal correctionnel ou le juge de police lorsque le procureur d'Etat estime que le délit ou la contravention reproché au prévenu est suffisamment sanctionné par une amende à laquelle peut s'ajouter une interdiction de conduire en matière de circulation. Le prévenu se voit remettre au préalable les pièces du dossier, mais n'est pas convoqué à une audience devant le juge pénal. Si le prévenu n'accepte pas la peine prononcée par le juge, il dispose de voies de recours permettant un débat contradictoire.

d. Tribunal siégeant en matière civile et commerciale

Tableau 24: Nouvelles affaires en matière civile

	Luxembourg		Diekirch	
	2015	2016	2015	2016
Première instance	2.498	2.499	374	440
Appels justices de paix	ND	413	ND	31

Figure 12: Evolution du total des divorces prononcés par les tribunaux d'arrondissement par année civile¹⁵



15 Pour les années civiles antérieures à 2015: www.statistiques.public.lu

Tableau 25: Jugements rendus en matière civile

	Luxembourg		Diekirch	
	2015	2016	2015	2016
Jugements rendus en première instance	-	2.923	-	432
<i>en matière d'exequatur¹⁶</i>	ND	19	ND	3
<i>en matière d'adoption</i>	79	103	7	16
<i>en matière de divorce et sép. de corps (toutes décisions confondues)</i>	1.265	1.125	288	245
<i>en matière de placement en psychiatrie</i>	ND	96	ND	7
<i>en matière de saisie immobilière</i>	40	55	ND	1
<i>en matière d'intérêts civils¹⁷</i>	20	14	0	1
<i>sur requête</i>	100	123	ND	0
<i>en d'autres matières civiles</i>	1.455	1.388	139	159
Jugements d'appels rendus	-	405	-	32
<i>en matière civile</i>	ND	180	ND	32
<i>en matière commerciale</i>	ND	27	ND	0
<i>en matière de bail à loyer</i>	190	185	25	0
<i>en matière de saisies sur salaire</i>	ND	0	ND	0
<i>en d'autres matières</i>	ND	13	ND	0
Jugements rendus sur opposition	-	3	-	3
Total des jugements rendus	-	3.331	-	467

16 Jusqu'en 2015, les jugements en matière d'exequatur figuraient parmi les jugements rendus «en d'autres matières civiles». Il y a lieu de souligner que suite à la mise en place de nouveaux compteurs statistiques en 2016, les chiffres pour ce dernier exercice ont pu être établis d'une manière beaucoup plus détaillée que pour les années précédentes.

17 Jugements rendus par une composition civile mais siégeant en matière correctionnelle.

Tableau 26: Nouvelles affaires en matière commerciale

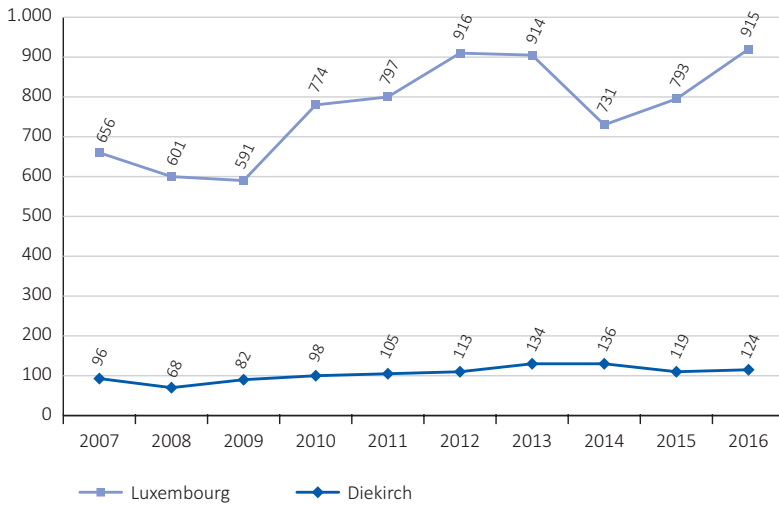
	Luxembourg		Diekirch	
	2015	2016	2015	2016
Nouvelles affaires	1.452	2.137	254	294

Tableau 27: Jugements rendus en matière commerciale

	Luxembourg		Diekirch	
	2015	2016	2015	2016
Jugements en matière commerciale	472	511	48	93
<i>Contradictaires</i>	389	362	ND	81
<i>Par défaut</i>	83	149	ND	12
Jugements de faillite ou de liquidation	2.857	2.768	255	325
<i>Déclaratifs de faillite</i>	793	915	119	124
<i>Déclaratifs de liquidation</i>	517	454	9	59
<i>Clôture de faillite</i>	982	886	97	98
<i>Clôture de liquidation</i>	565	513	30	44
Jugements en cours de procédure	-	1.620	167	263
<i>Homologation de transaction</i>		16	2	1
<i>Opposition à faillite</i>		85	5	14
<i>Opposition à liquidation</i>		4	1	1
<i>Pro Deo</i>		589	83	104
<i>Autres matières</i>	2.058 ¹⁸	926	76	143
Total des jugements rendus	-	4.899	470	681
Autres décisions prises	4	2	ND	0
Arrangements en justice	25	29	ND	0

18 Avant 2016, le tribunal de commerce de Luxembourg ne distinguait pas selon la nature de la décision rendue.

Figure 13: Jugements déclaratifs de faillite



e. Tribunal de la jeunesse et des tutelles

Chaque tribunal d'arrondissement comprend une section dénommée tribunal de la jeunesse et des tutelles.

Ses compétences en matière de jeunesse sont de:

- veiller à l'application de la législation sur la protection de la Jeunesse,
- trancher le désaccord entre le père et la mère sur l'exercice de l'autorité parentale sur leur(s) enfant(s) commun(s),
- modifier ou compléter après le prononcé définitif du divorce les mesures prises en matière de garde des enfants.

En matière de tutelle elle a pour compétence de:

- veiller à l'application de la législation en matière de tutelle et des autres mesures de protection à l'égard des incapables,
- décider sur les demandes en institution de la tutelle aux prestations sociales prévue au bénéfice d'un mineur.

Tableau 28: Activités du tribunal de la jeunesse

	Luxembourg	Diekirch
	2016	2016
Protection de la jeunesse (loi 10.08.1991)		
Affaires nouvelles	505	162
Jugements	312	80
Ordonnances et mesures	713	159
<i>Mesures de congé accordées</i>	157	41
<i>Mesures de congé révoquées</i>	25	7
<i>Mesures réglant le droit de visite</i>	28	2
<i>Mesures de garde provisoire</i>	200	76
<i>Ordonnances de nomination d'avocat</i>	62	7
<i>Ordonnances de renvoi au parquet</i>	2	0
<i>Ordonnances de transfert</i>	102	0
<i>Autres ordonnances et mesures</i>	137	26
Matière civile (Art. 302 du Code civil)		
Affaires nouvelles	144	16
Jugements	138	22
Ordonnances	22	0



Tableau 29: Activités du tribunal de tutelle des majeurs

	Luxembourg	Diekirch
	2016	2016
Affaires nouvelles	399	115
Audition de la personne concernée	474	155
Nombre de dossiers gérés par le juge des tutelles majeurs	3.364	684
Jugements	433	99
<i>Déclaration de tutelle</i>	274	62
<i>Déclaration de curatelle</i>	139	30
<i>Jugements de main levée</i>	11	3
<i>Jugements de refus</i>	9	4
Ordonnances	1.091	498
<i>Mesures de sauvegarde</i>	194	101
<i>Ordonnances avant jugement</i>	520	259
<i>Ordonnances après jugement</i>	377	138
Actes notariés	93	23

Tableau 30: Activités du tribunal de tutelle des mineurs

	Luxembourg	Diekirch
	2016	2016
Affaires nouvelles	724	169
Jugements	370	62
Ordonnances - tutelles, mères mineures, demandeurs d'asile, ...	257	40
<i>Accouchements anonymes</i>	8	2
<i>(dont consentements à l'adoption dans le cadre des accouchements anonymes)</i>	(6)	(2)
<i>Désignation d'un administrateur public (tutelles)</i>	36	10
<i>Désignation d'un administrateur ad hoc (tutelles)</i>	27	8
<i>Désignation d'un administrateur public (demandeurs d'asile)</i>	60	16
<i>Désignation d'un administrateur ad hoc (demandeurs d'asile)</i>	123	4
<i>Autres ordonnances en la matière</i>	3	0
Ordonnances en matière de l'art. 380	23	0
<i>Ordonnances de nomination d'avocat</i>	13	0
<i>Ordonnances de médiation familiale</i>	7	0
<i>Autres ordonnances en la matière</i>	3	0
Ordonnances en matière de successions	234	63
<i>Acceptations /renoncations</i>	127	37
<i>Ventes</i>	37	14
<i>Autres ordonnances</i>	70	12
Extraits du plumeitif de tutelle	48	1
Actes notariés	19	6
Déclarations	122	25
<i>Déclarations d'autorité parentale conjointe</i>	97	22
<i>Déclarations de changement de nom</i>	25	3



JUSTICE DE PAIX

VII. Justices de paix

Il y a trois justices de paix, à savoir une à Luxembourg, une à Esch-sur-Alzette et une à Diekirch. Le juge de paix est compétent en matière civile et commerciale, pour les litiges jusqu'à 10.000 EUR ainsi qu'en matière de bail à loyer et en matière de saisie-arrêt. Le tribunal de police est compétent pour les affaires pénales qualifiées de contravention ou qui lui sont attribuées par la loi ou renvoyées par la chambre du conseil. Les juridictions du travail, compétentes pour les affaires de travail, sont intégrées aux justices de paix. Leur compétence n'est également pas limitée par la valeur financière du litige.

Tableau 31: Nouvelles affaires

	Diekirch		Esch/Alzette		Luxembourg	
	2015	2016	2015	2016	14/15	2016
Affaires civiles et commerciales	228	249	1.289	1.104	2.115	1.778
Pensions alimentaires				175		150
Bail à loyer	253	313	691	629	985	940
Travail	372	297	284	282	1.014	876
Référé travail			312	227	416	387
Saisies-arrêts sur salaire et s.-a. pension alimentaire	ND	2.755	5.475	5.357	8.230	8.011
OPA ¹⁹	15.942	16.052	33.901	31.297	28.430	28.923
IPA ²⁰	31	39	72	85	182	168
Petits litiges ²¹	22	72	45	178	154	240

¹⁹ Ordonnance de paiement (OPA): Procédure judiciaire en vue de recouvrer les créances facilement vérifiables dont le montant est inférieur à 10.000 EUR, lorsque le débiteur est domicilié ou réside dans le Grand-Duché. Il s'agit d'une procédure qui est unilatérale dans sa première phase, mais qui devient contradictoire lorsque le débiteur forme contredit contre l'ordonnance de paiement.

-
- 20 Petits litiges: Procédure simplifiée pour le recouvrement des créances présentant un caractère transfrontalier à savoir si au moins une des parties a son domicile ou sa résidence habituelle dans un Etat membre autre que l'Etat membre de la juridiction saisie. Cette procédure par échange de formulaires-types et de courriers entre le demandeur et la partie défenderesse, par l'intermédiaire des juridictions de paix, est applicable en matière civile et commerciale pour des litiges dont le montant ne dépasse pas 2.000 € (à partir du 14 juillet 2017, ce montant est porté à 5.000 €). Cette procédure, qui ne requiert pas l'intervention d'avocats et qui en règle générale ne nécessite pas le passage dans une salle d'audience, a l'avantage de limiter les coûts et les déplacements des parties. C'est un juge de la justice de paix qui tranchera le petit litige après la fin des échanges par un jugement.
- 21 Injonction de paiement européenne (IPA): Procédure similaire à celle de l'OPA, mais pour les créances civiles et commerciales présentant un caractère transfrontalier européen. A l'instar de l'OPA, l'IPA est de la compétence de la justice de paix pour des montants inférieurs à 10.000 €. Elle est réservée aux créances incontestées. Il s'agit d'une procédure uniforme fondée sur l'utilisation de formulaires-types dans sa première phase qui est unilatérale, mais qui devient contradictoire et se poursuit conformément aux règles de la procédure civile ordinaire lorsque le débiteur forme opposition contre l'injonction de payer européenne. Elle est applicable dans tous les pays de l'Union européenne à l'exception du Danemark.

Tableau 32: Décisions prises

	Diekirch		Esch/Alzette		Luxembourg	
	2015	2016	2015	2016	14/15	2016
Civiles et commerciales	426	304	857	800	1.212	1.086
Pensions alimentaires		81				136
Bail à loyer	295	257	610	532	856	780
Travail	209	200	227	226	822	807
Référé travail	86	46	191	179	174	179
P. alim. et validation de saisies	573	570	1.072	1.347	1.225	1.418
Saisies-arrêts autorisées	2.746	2.749	5.525	5.345	ND	ND
OPA	15.915	15.917	33.481	31.040	27.626	25.324
IPA	15	31	53	63	74	86
Jug. en matière pénale	333	256	255	306	452	476
Ord. pénales (OP)	677	619	1.871	1.855	2.300	2.980
Petits litiges	11	17	18	122	70	95

VIII. Cellule de renseignement financier

La CRF établie auprès du parquet économique et financier de Luxembourg a pour mission:

- de recevoir les déclarations de soupçon de blanchiment d'argent et/ou de financement du terrorisme des professionnels soumis à la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (LBC/FT) ou effectuées en application de l'article 23 (3) du Code de procédure pénale,
- de les analyser,
- si une infraction primaire est retenue, de disséminer les informations aux autorités de poursuite nationales ou à des homologues étrangers.

La CRF reçoit et analyse les déclarations d'opérations suspectes pour l'ensemble du territoire national.

Tableau 33: Déclarations d'opérations suspectes reçues²²

	2014	2015	Variation absolue
Nombre de déclarations	6.866	11.023	+ 4.157
<i>Blanchiment de capitaux</i>	6.819	10.956	+ 4.137
<i>Financement du terrorisme</i>	47	67	+ 20

Tableau 34: Déclarations d'opérations suspectes ventilées par type de déclarant – Secteur financier

	2014	2015	Variation absolue
Assurances	134	103	- 31
Etablissements de crédit	3.077	4.062	+ 985
Etablissements de monnaie électronique	3.043	6.206	+ 3.163
Etablissements de paiement	12	15	+ 3
Organismes de placement collectifs	1	14	+ 13
Professionnels du secteur financier (PSF)	364	373	+ 9
Sociétés de gestion	21	57	+ 36
Total	6.652	10.830	+ 4.178

Tableau 35: Déclarations d'opérations suspectes ventilées par type de déclarant – Autres professions non financières désignées

	2014	2015	Variation absolue
Agents immobiliers	3	11	+ 8
Avocats	36	32	- 4
Casinos	14	8	- 6
Conseils économiques et fiscaux	1	2	+ 1
Experts comptables	124	100	- 24
Marchands de biens	0	1	+ 1
Notaires	0	0	0
Réviseurs d'entreprise	36	39	+ 3
Total	214	193	- 21

²² Les chiffres de 2016 seront publiés dans le rapport d'activité de la CRF à paraître.

Tableau 36: Demandes provenant des CRF étrangères

	2014	2015	Variation absolue
Nombre de demandes	279	316	+ 37
<i>Blanchiment de capitaux</i>	276	309	+ 33
<i>Financement du terrorisme</i>	3	7	+ 4

Tableau 37: Demandes vers des CRF étrangères

	2014	2015
Total des échanges vers l'Union européenne	1.705	9.867
<i>Échanges 'cross border'</i>	-	8.307
<i>Échanges ordinaires²³</i>	1.705	1.560
Total des échanges vers les pays tiers	223	920
Total des échanges	1.928	10.787

23 «Avant mars 2015, tous les échanges d'information, y compris les échanges spontanés liés au commerce électronique, s'effectuaient au moyen de requêtes ordinaires.» Rapport CRF 2015, p. 28

IX. Juridictions administratives

Les juridictions administratives ont été créées suite à la révision constitutionnelle du 12 juillet 1996 par la loi organique du 7 novembre 1996 aux fins de reprendre la fonction juridictionnelle du Conseil d'Etat.

Les juridictions administratives se composent de la Cour administrative et du Tribunal administratif.

A. Cour administrative

La Cour administrative est compétente en deuxième et dernière instance en tant que juge d'appel pour connaître des appels dirigés contre tous les jugements du Tribunal administratif, sauf quelques exceptions en matière de protection internationale. Cependant, les ordonnances du président du Tribunal administratif en matière de référé administratif ne sont pas susceptibles d'appel.



Dans quelques rares cas de figure la Cour administrative est directement saisie, à savoir:

- des recours d’une commune contre une décision étatique,
- de contestations dans le contexte de la mise en place d’un référendum à l’initiative des électeurs (art. 114 de la Constitution).

Il n’existe pas de ministère public près les juridictions administratives.

Tableau 38: Chiffres clés de la Cour administrative

	2015	2016
Affaires enrôlées	281	241
Arrêts prononcés	292	245

B. Tribunal administratif

Le Tribunal administratif est compétent en première instance pour connaître:

- des recours contre les décisions administratives individuelles émanant des autorités relevant de l’Etat, des communes ou de certaines autres personnes morales de droit public,
- des recours directs contre des actes administratifs à caractère réglementaire.

Le président du Tribunal administratif est compétent pour les décisions relatives à des mesures provisoires dans le cadre de recours introduits devant le Tribunal administratif («référé administratif»).

Tableau 39: Chiffres clés du Tribunal administratif

	2015	2016
Affaires enrôlées	1.281	1.183
Jugements prononcés	1.169	1.156
Ordonnances de référé prononcées	118	131

X. Portail de la justice

Depuis la fin du mois de juin 2010 la justice dispose de son propre portail internet commun aux juridictions judiciaires et aux juridictions administratives (www.justice.lu).

Depuis sa mise en ligne, ce portail a été constamment adapté aux évolutions législatives. Il met à disposition du public des informations actuelles et permet un accès facile à la jurisprudence.

Ainsi sont publiées sur le site toutes les décisions rendues par la Cour constitutionnelle, la Cour de cassation et les juridictions administratives. Cette fonction est appelée à un développement important dans un futur proche.

Tableau 40: Consultations du site

	2014	2015	2016
Visiteurs	140.896	148.421	162.220
Nombre de visites	300.802	332.946	380.661

Contact et informations:

Service communication et presse de la justice (SCPJ)

Cité judiciaire, bâtiment CR
Plateau du Saint-Esprit
L-2080 Luxembourg

scpj@justice.etat.lu

Tél.: (+352) 47 59 81–1

Portail de la justice

www.justice.lu

Pour consulter les rapports d'activité de la justice depuis 2005 et avoir plus de détails pour l'année 2016:

www.justice.lu/fr/publications

